



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Accord-cadre relatif à la Maintenance des serveurs et robots de
sauvegarde de l'IRSN

Mode de passation du marché public	Appel d'offres ouvert
Homogénéité des besoins	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristique propres
Code CPV	50312000-5
Nomenclature IRSN	

NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

IRSN (Siège social)
31, avenue de la Division Leclerc
BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
Tél. : 01 58 35 88 88

Interlocuteurs IRSN



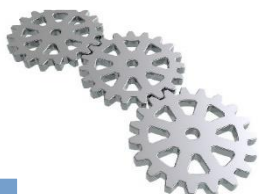
Affaire suivie administrativement par :

Morgane MARGUENDA

IRSN/SG/SAC/CCA

Téléphone : 01.58.35.80.11

Email : morgane.marguenda@irsn.fr



Affaire suivie techniquement par :

Burno TORTIGET

IRSN/DTR/D3NSI/CGPM

Téléphone : 01.58.35.00.19

Email : bruno.tortiget@irsn.fr

Table des matières

ARTICLE 1 - PREAMBULE.....	5
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document	6
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public	8
3.1 - Objet du marché.....	8
3.2 - Type de marché	8
3.3 - Définition des prestations du marché	8
3.4 - Décomposition en tranches.....	8
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché	9
ARTICLE 5 - Durée	10
5.1 - Durée	10
5.2 - Reconduction.....	10
5.3 - Délais d'exécution	10
ARTICLE 6 - Règlementation des prix.....	11
6.1 - Forme de prix	11
6.2 - Détermination du prix (de règlement)	11
6.3 - Contenu des prix.....	11
6.4 - Type de prix	11
6.5 - Clause de sauvegarde	12
6.6 - Clause de prix promotionnels.....	12
ARTICLE 7 - Modalités de règlement	13
7.1 - Financement du marché.....	13
7.2 - Avances.....	13
7.3 - Acomptes.....	13
7.4 - Echancier de paiement	13
7.5 - Présentation des demandes de paiement.....	13
7.6 - Cession de créance	14
7.7 - Délai de paiement	14
7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement	14
7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires	14
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat	15
8.1 - Marchés similaires.....	15
8.2 - Emploi de travailleurs handicapés.....	15
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	16
9.1 - Obligations générales	16
9.1.1 - Obligations de résultats.....	16

9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire.....	16
9.1.3 - Obligation de continuité des prestations	16
9.1.4 - Obligation de confidentialité	16
9.2 - Obligations particulières.....	16
9.3 - Lieu(x) d'exécution	17
9.4 - Remise des documents et livrables	17
9.5 - Mise en œuvre des bons de commandes (aussi appelés ordre de services)	18
9.5.1 - Emission et notification du bon de commande.....	18
9.6 - Exécution des prestations	18
9.6.1 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire.....	18
9.6.2 - Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché	19
9.6.3 - Mise à jour et nouvelles versions de logiciels - Documentation technique	19
9.7 - Audit de sécurité	20
9.8 - Opérations de vérification et garantie	20
9.8.1 - Nature des opérations.....	20
9.8.2 - Frais de vérification	20
9.8.3 - Déroulement des opérations de vérification.....	20
9.9 - Décisions après vérification.....	21
9.9.1 - Vérifications quantitatives.....	21
9.9.2 - Vérifications qualitatives	21
9.9.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet	22
9.10 - Transfert de propriété	23
9.11 - Maintenance, tierce maintenance applicative et infogérance	24
9.12 - Garantie	24
9.13 - Destruction des données.....	25
9.14 - Interlocuteurs	25
9.15 - Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché	25
9.15.1 - En cas de défaillance du Titulaire	25
9.15.2 - Dérogations au principe d'exclusivité.....	25
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité	27
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable	28
11.1 - Clause environnementale.....	28
11.2 - Clause relative à l'insertion sociale	28
11.3 - Clause relative à la protection du secret.....	28
ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel.....	29
ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir	30
ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle.....	31

ARTICLE 15 - Modifications du marché public.....	32
15.1 - Clauses de réexamen.....	32
15.2 - Changement lié au statut du Titulaire.....	32
15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	32
ARTICLE 16 - Assurances.....	33
ARTICLE 17 - Nantissement	34
ARTICLE 18 - Retenue de garantie	35
ARTICLE 19 - Pénalités	36
19.1 - Détermination des pénalités	36
19.1.1 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance.....	36
19.1.2 - Pénalités spécifiques	36
19.1.3 - Pénalités pour non-respect des indicateurs définis à l'article 5.1 du CdC	36
19.2 - Cumul des pénalités	36
19.3 - Plafonnement des pénalités.....	36
19.4 - Facturation des pénalités	36
19.5 - Caractères des pénalités	36
ARTICLE 20 - Prime d'avance	37
ARTICLE 21 - Résiliations.....	38
21.1 - Généralités	38
21.2 - Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché	38
21.3 - Résiliations en cas d'événements liés au marché	38
ARTICLE 22 - Règlement des différends	39
ARTICLE 23 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-TIC	40
Annexe n°1 : Modèle de bon de commande (aussi appelé ordre de service).....	41
Annexe n°2 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les différents sites de l'IRSN	42

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne qui conclut le marché avec le Titulaire. Il est ci-après dénommé Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire ou IRSN

Le « **Titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du CCAG : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

Ordre de service valant bon de commande : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du Titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le Titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

Vérification d'aptitude (VA) : elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché. La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche.

Vérification de service régulier (VSR) : La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

Par « **maintenance** » : on désigne les prestations permettant le maintien en condition opérationnelle des matériels à titre préventif, ou correctif.

Les **niveaux de services** : niveaux convenus pour les indicateurs de qualité afférents aux prestations que doit respecter le Titulaire sont déterminées au sein du cahier des charges.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

3.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance des serveurs et robots de sauvegarde de l'IRSN.

3.2 - Type de marché

Le présent marché constitue un accord-cadre à bons de commandes monoattributaire passé en application des articles L. 2125-1-1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du Code de la commande publique.

3.3 - Définition des prestations du marché

Les prestations prévues au sein du présent accord-cadre sont les suivantes, la maintenance des serveurs et des robots de sauvegarde selon deux Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) :

- CAS 1 : sur site h+4, rétablissement h+8, 7/7j, 24/24h
- CAS 2 : sur site h+8, rétablissement J+1 5/7j, 8h00-18h

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

3.4 - Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Annexe financière (AF)
 - Annexe n°2 : Acte de mise au point du marché, le cas échéant
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
 - Annexe n°1 : Modèle de bon de commande ou d'ordre de service
 - Annexe n°2 : Description du traitement de données à caractère personnel
 - Annexe n°3 : Accès et coordonnées des différents sites de l'IRSN
 - Annexe n°4 : Questions – réponses formulées lors de la procédure
- **3. Le Cahier des charges (CCTP) et ses annexes ou tout autre document qui en tient lieu**
- **4. Les bons de commande (aussi appelés ordres de service par l'IRSN)**
- **5. Règlements applicables aux sites de l'IRSN**
- **6. Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication ([CCAG-TIC](#)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021**
- **7. Le cahier des dispositions générales**
- **8. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**
- **9. L'acte de sous-traitance**

ARTICLE 5 - DUREE

5.1 - Durée

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

Son début d'exécution est postérieur à sa date de notification et démarrera à compter du 1^{er} mars 2025.

Le marché a une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée ci-dessus.

Toutefois, les bons de commandes (aussi appelés ordre de services) notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutables. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser trois mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'IRSN.

5.2 - Reconduction

Le marché est reconductible de manière tacite.

Il est reconductible deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois pour chaque période de reconduction.

La décision de reconduction est prise au plus tard un jour avant la fin de la période considérée.

La durée maximale du marché, période de reconduction comprise, est limitée à quarante-huit (48) mois.

5.3 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront précisés dans l'offre du Titulaire ou dans le planning d'exécution.

ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

6.1 - Forme de prix

Les prestations relatives au présent marché sont à prix unitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :

- Sans montant minimum
- **Avec un montant maximum, sur la durée totale, de 1 600 000 € HT**

6.2 - Détermination du prix (de règlement)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

6.3 - Contenu des prix

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

6.4 - Type de prix

Le présent marché s'exécute à prix révisable. La révision sera effectuée annuellement à chaque date anniversaire de sa date de notification.

La révision est régie par les dispositions suivantes :

La formule utilisée est la suivante :

$$(PO) \times (0,3+0,7 \times S1/S0) = P1$$

Avec :

- ✚ P1 : prix après révision ;
- ✚ P0 : prix initial ;
- ✚ S1 : dernier indice connu au moment de la demande de révision ;
- ✚ S0 : indice du mois de dépôt des offres (novembre 2024) ;

Indice(s) utilisé(s) :

L'indice utilisé est : indice INSEE – Coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

Le prix révisé, arrondi au 1/1000^{ème}, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

Modalités de révision des prix :

La révision est de droit et peut intervenir à la demande de l'IRSN ou du Titulaire, et après acceptation de l'IRSN. La révision ne peut entrer en vigueur qu'après accord écrit de l'IRSN.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'IRSN.

Actualisation des prix

Si un délai supérieur ou égal à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire, alors en qualité de candidat, a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché seront actualisés à compter de la date de début d'exécution du marché.





Le prix ainsi actualisé constitue le prix de règlement pendant toute la période ferme d'exécution. Il pourra être révisé dans les conditions mentionnées ci-dessus.

L'actualisation est régie par les dispositions suivantes :

L'indice utilisé est : Coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008

Formule utilisée : $P1 = P0 \times (S1 - 3 \text{ mois}) / (S0)$.

Avec :

-  P1 : prix de règlement après l'actualisation ;
-  P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;
-  S1 : dernier indice publié à la date de début d'exécution des prestations ;
-  S0 : dernier indice publié au mois de dépôt des offres.

6.5 - Clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 3,00%, l'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité dans les conditions déterminées à l'article [« Résiliation »](#).

6.6 - Clause de prix promotionnels

Le Titulaire peut à tout moment appliquer une promotion sur ses prix et s'engage à en faire bénéficier l'IRSN en lui indiquant le prix promotionnel, la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau prix sera annexé au marché sans qu'il soit nécessaire d'établir une modification de marché (avenant).

Les factures émises devront faire explicitement référence au prix promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix contractualisés au marché entreront de nouveau en vigueur.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - Financement du marché

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'IRSN.

7.2 - Avances

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique et du CCAG-TIC, le titulaire peut bénéficier d'une avance, sous réserve des conditions prévues à l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

7.2.1 Montant de l'avance

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial de chaque bon de commande, si son montant est supérieur ou égal à 50 000 euros HT, et que sa durée d'exécution dépasse 2 mois.

7.2.2 Versement de l'avance

L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de chaque bon de commande. Aucune facture ne sera transmise en vue du règlement de l'avance.

7.2.3 Remboursement de l'avance

L'avance liée à la partie à bons de commande est remboursée par précompte sur la facture du bon de commande trimestriel.

7.2.4 Non-réclamation de l'avance

Le titulaire peut renoncer à l'avance au sein de l'acte d'engagement ou en le notifiant par écrit au pouvoir adjudicateur avant tout versement.

7.3 - Acomptes

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

7.4 - Echéancier de paiement

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à échoir trimestriellement conformément à chaque bon de commande émis, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

7.5 - Présentation des demandes de paiement

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'IRSN sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client IRSN par son SIRET (SIRET IRSN : 440 546 018 00027) et par le numéro d'engagement correspondant au

numéro du marché IRSN qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant « **n° de contrat 50000XXX**», **en page de garde de l'acte d'engagement, et « n° d'ordre de service commençant par 34 ».**

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11 du CCAG-TIC en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

7.6 - Cession de créance

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée à l'Agent Comptable (IRSN – Agence Comptable - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

7.7 - Délai de paiement

7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'IRSN, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

En application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de ses décrets d'application, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1^{er} sur la base provisoire des sommes admises par l'IRSN. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

8.1 - **Marchés similaires**

L'IRSN se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

8.2 - **Emploi de travailleurs handicapés**

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

9.1 - **Obligations générales**

9.1.1 - **Obligations de résultats**

Le Titulaire doit s'assurer d'obtenir les niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'IRSN dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

9.1.2 - **Obligation d'information du Titulaire**

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'IRSN. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'IRSN pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

9.1.3 - **Obligation de continuité des prestations**

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

9.1.4 - **Obligation de confidentialité**

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-TIC, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'IRSN, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'IRSN, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

9.2 - **Obligations particulières**

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'IRSN la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'IRSN. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'IRSN pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'IRSN pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'IRSN puisse être engagée de ce fait.

9.3 - Lieu(x) d'exécution

Le marché s'exécute dans les lieux suivants dont les coordonnées et accès sont précisés en annexe au présent CCAP.

☒ Fontenay aux Roses, Siège social de l'IRSN (92)

☒ Cadarache (13)

☒ Cherbourg-Octeville (50)

☒ Le Vésinet (78)

☒ Orsay (91)

☒ Saclay (91)

☒ Les Angles – Avignon (70)

☒ Tournemire

Au titre de sa présence dans les locaux de l'IRSN, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation, et leur annexe, la « charte relative au bon usage des systèmes d'information de l'IRSN », qui en fait partie intégrante.

L'IRSN se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'IRSN au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'IRSN pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

Droit de contrôle de la réalisation des prestations

L'IRSN peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d'exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l'IRSN.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L'IRSN peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution du marché. Si le Titulaire entrave l'exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l'article Résiliation.

9.4 - Remise des documents et livrables

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux dates/périodes correspondantes :

Au titre du présent marché, le Titulaire remettra à l'IRSN, l'ensemble des documents demandés au Cahier des charges en langue française et notamment :

- Trimestriellement, remise d'un rapport de l'activité de maintenance réalisée pour l'IRSN permettant d'évaluer le niveau d'activité, les interventions sur site, les tickets soumis et les performances du Titulaire (respect des délais indiqués à l'article 5.1 du Cahier des charges).
- Annuellement, le Titulaire devra informer l'IRSN de la fin de support effective et/ou programmée par les fabricants des équipements maintenus. Le document remis précisera pour chaque modèle d'équipement et accessoires les fins de support logiciel et matériel du fabricant et pour lesquels le Titulaire ne sera pas en mesure d'assurer la maintenance ou le remplacement.
- Fichier de suivi trimestriel de l'inventaire de la maintenance du périmètre technique entretenu.

L'IRSN se réserve un délai de 15 jours ouvrés pour la validation des différents livrables et de leurs versions intermédiaires.

Le Titulaire fournira à l'IRSN, sur sa demande, au cours de l'exécution des prestations, de brefs comptes rendus écrits sur leur avancement et leurs conclusions provisoires.

L'IRSN fera part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation de ces documents. Dans cette seconde hypothèse, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour l'IRSN, les demandes de compléments et/ou de rectification formulées par l'IRSN, ceci dans un délai qui aura été préalablement fixé par les parties par écrit.

Aucune validation implicite n'est autorisée. En cas de retard de l'IRSN, le titulaire indiquera l'impact de ce retard sur le déroulement du projet.

Ces documents ou livrables, ainsi que tous les écrits et toutes les analyses effectuées par le Titulaire dans le cadre de la réalisation des prestations seront, automatiquement et au fur et à mesure de leur réalisation, la propriété exclusive de l'IRSN, et le droit d'usage des techniques et procédés objet de ces rapports sera réglé comme celui des inventions et brevets (conformément aux dispositions prévues dans l'annexe C du Cahier des Dispositions Générales).

9.5 - **Mise en œuvre des bons de commandes (aussi appelés ordre de services)**

9.5.1 - **Emission et notification du bon de commande**

Les bons de commande sont notifiés par l'IRSN au Titulaire, trimestriellement selon la dernière actualisation de l'inventaire du parc. Dans chaque bon de commande, l'IRSN précisera, pour chaque matériel, le cas de niveau d'intervention « 1 » ou « 2 » précisé à l'annexe financière.

Il sera précisé dans chaque bon de commande un montant forfaitaire trimestriel, sur la base duquel le titulaire s'engage à effectuer toute intervention nécessaire sollicitée par l'IRSN. Le montant forfaitaire restera identique quel que soit le nombre d'interventions effectué par le titulaire, qui ne pourra prétendre à aucun complément financier.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'IRSN.

9.6 - **Exécution des prestations**

9.6.1 - **Matériels, objets et approvisionnements confiés au Titulaire**

Le présent marché ne contient pas de matériels, objets et/ou approvisionnements confiés par l'IRSN au Titulaire.

9.6.2 - Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

L'IRSN aménage à ses frais les locaux destinés à l'installation du matériel.

L'IRSN informe le Titulaire de la disponibilité des locaux. Cette information doit être faite quinze (15) jours, au moins, avant la livraison du matériel.

Ces aménagements doivent être terminés avant la date prévue pour la livraison.

9.6.3 - Mise à jour et nouvelles versions de logiciels - Documentation technique

Lorsque les prestations comprennent la livraison de logiciels standards ou de logiciels spécifiques, elles comprennent également, pendant la durée du marché, la livraison des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison des nouvelles versions.

Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions est inclus dans le prix du marché.

Documentation technique :

Le Titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

La documentation est un ensemble d'informations relatives au logiciel, qui peut être, en tout ou partie, une connaissance antérieure qu'il s'agisse d'un logiciel diffusé sous une licence éditeur propriétaire ou publié sous le régime de la licence libre, et qui contient tout ou partie des éléments suivants :

- le descriptif détaillé des environnements techniques matériels et logiciels de développement, d'intégration et, le cas échéant, de fonctionnement ainsi que les documentations techniques de développement et de maintenance correspondantes ;
- les procédures de fabrication/intégration du résultat depuis l'installation de l'environnement de développement et d'intégration, la lecture, le chargement, les opérations de compression/décompression des supports fournis ainsi que la compilation des sources déposées, l'intégration, jusqu'à la production d'une version livrable ;
- le cas échéant, les outils nécessaires au développement et à la compilation ainsi que le système d'exploitation compatible avec les codes sources du résultat ;
- la documentation de conception et les documentations techniques associées telles que les dossiers techniques de conception, les dossiers d'études techniques, les dossiers de spécifications les schémas de base de données, modèles conceptuels et physiques de données ;
- les dossiers d'études techniques, de paramétrage, d'installation, de configuration, d'exploitation et de maintenance ;
- les standards de programmation et de documentation, les dossiers et plans de test ;
- la documentation préalable à la conception des logiciels telle que notamment le cahier des charges et le document de présentation des besoins standards liés à l'utilisation des logiciels ;
- la documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne) ;

- la documentation d'installation, d'exploitation, de maintenance et de manière générale tout élément permettant à la personne publique d'utiliser, d'exploiter le résultat ainsi que de maintenir le résultat, seul ou par le biais d'un tiers prestataire.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du marché.

La documentation doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

9.7 - Audit de sécurité

L'IRSN peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du Titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur. Le Titulaire est informé quinze jours à l'avance (date de l'audit, modalités financières pour l'acheteur et le Titulaire).

L'acheteur, ou l'organisme mandaté à cette fin, peut, pendant une période de six mois à compter du terme de l'exécution du marché ou de sa résiliation, exercer un contrôle dans les locaux du Titulaire et, le cas échéant, dans ceux de ses sous-traitants afin de vérifier que les dispositions en matière de destruction des données ont été effectivement appliquées.

Aux fins de l'application du présent article et pour des raisons déontologiques, l'IRSN veillera à ne pas mandater un concurrent du Titulaire pour auditer ce dernier.

9.8 - Opérations de vérification et garantie

9.8.1 - Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'IRSN sur les prestations livrées au titre du marché.

9.8.2 - Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'IRSN pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l'IRSN. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le Titulaire avise l'IRSN de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L'IRSN avise le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

9.8.3 - Déroulement des opérations de vérification

L'IRSN effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus sont exécutées par l'IRSN, dans les conditions prévues ci-dessous.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'IRSN ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

9.9 - Décisions après vérification

9.9.1 - Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

9.9.2 - Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'IRSN prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

Le délai imparti à l'IRSN pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de un (1) jours à partir de la date de notification de l'écrit par lequel le Titulaire avise l'IRSN que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le Titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'IRSN.

Si l'IRSN n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités définies ci-dessous.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande de l'IRSN.

Vérification de service régulier (VSR).

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité du service s'observe pendant une durée de quinze (15) jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'IRSN.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 5% de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

A l'issue de la vérification de service régulier, l'IRSN dispose d'un délai maximal de sept (7) jours pour notifier par écrit au Titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'IRSN prend une décision de réception des prestations.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'IRSN.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'IRSN prend une décision écrite qu'il notifie au Titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de quinze (15) jours ;
- de réception avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'IRSN ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné, le résultat de la vérification de service régulier est considérée comme positif et les prestations sont réputées reçues.

Les stipulations relatives aux réceptions, ajournement, réfaction et rejet sont celles précisées au sein du CCAG-TIC dans les articles correspondants.

9.9.3 - **Admission, ajournement, réfaction et rejet**

A l'issue de la vérification

Admission :

L'IRSN prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

Ajournement :

L'IRSN, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'IRSN les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'IRSN a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 34.2 du CCAG-TIC, le silence de l'IRSN au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'IRSN dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'IRSN, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'IRSN, aux frais du Titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'IRSN présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction :

Lorsque l'IRSN estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque l'IRSN estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché à ses frais.

Le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'IRSN et aux frais du Titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'IRSN présente un danger ou une gêne caractérisée, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que l'autre partie en ait été informée.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'IRSN, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'IRSN ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le Titulaire a, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le IRSN des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'IRSN a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifie sa décision au Titulaire.

9.10 - Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'IRSN est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

9.11 - **Maintenance, tierce maintenance applicative et infogérance**

Le présent marché contient des opérations de maintenance.

La maintenance des prestations

Elle comprend les interventions demandées par l'IRSN, en cas de fonctionnement défectueux de l'un quelconque des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées aux prestations livrées sur l'initiative du Titulaire. L'IRSN est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer.

Si l'IRSN souhaite effectuer des opérations de maintenance non prévues au marché, elle ne peut le faire qu'après accord du Titulaire.

Accès aux locaux de l'IRSN pour les opérations de maintenance.

Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'IRSN, les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée appelée période d'intervention.

Le décompte du délai imparti au Titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie dans les documents particuliers du marché.

L'IRSN assure aux préposés du Titulaire chargés de la maintenance, qu'il a agréés, l'accès de ses locaux.

Il peut retirer son agrément, par une décision motivée dont il informe le Titulaire. Pendant leur présence dans les locaux de l'IRSN, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au Titulaire par l'IRSN.

Le présent marché prévoit la maintenance des prestations livrées.

La maintenance comprend les interventions demandées par l'IRSN, en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du Titulaire. L'IRSN est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le Titulaire n'assume les frais de ces changements.

L'IRSN s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du Titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément aux documents particuliers du marché.

Le Titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché.

La maintenance s'effectue dans les locaux .

L'IRSN assure aux préposés du Titulaire chargés de la maintenance, et qu'il a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements.

Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le Titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'IRSN, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au Titulaire par l'IRSN.

9.12 - **Garantie**

Le présent marché ne présente pas de garanties particulières.

Garantie de conformité des logiciels standards

Le titulaire garantit la conformité des logiciels standards aux spécifications prévues par les documents particuliers du marché. A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement de son logiciel par rapport à aux spécifications du marché. Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel standard dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel standard concerné qui sont préalablement portées à la connaissance de l'acheteur. La correction est effectuée gratuitement.

Pour l'application du présent article, l'acheteur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'acheteur.

Logiciels libres

Les logiciels libres sont utilisés en l'état. Le titulaire n'est pas responsable des dommages.

9.13 - Destruction des données

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois (3) mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

9.14 - Interlocuteurs

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent marché sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent marché et du cahier des charges.

9.15 - Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché

9.15.1 - En cas de défaillance du Titulaire

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'IRSN se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'IRSN mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

9.15.2 - Dérogations au principe d'exclusivité

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seul le Titulaire peut se voir attribuer des bons de commandes.

L'exclusivité est en principe garantie au(x) Titulaire(s) de l'accord-cadre. En dehors de l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, l'IRSN garantit au Titulaire de ne pas recourir à des tiers dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire ne doit pas établir un Plan Particulier d'Assurance Qualité (« PPAQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 - Clause environnementale

11.1.1 Engagement environnemental

Le titulaire s'engage à respecter toutes les réglementations environnementales en vigueur pendant l'exécution du marché. Il devra s'assurer de la bonne gestion des déchets, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

11.1.3. Réduction des déplacements

Si possible, les prestations devront être réalisées à distance par des interventions de télémaintenance ou télédiagnostic, afin de réduire les émissions de CO2 liées aux déplacements. Le recours à des déplacements physiques devra être justifié par des raisons techniques ne permettant pas l'intervention à distance.

11.1.2 Utilisation de matériaux et produits durables

Le titulaire doit privilégier l'utilisation de matériaux et produits ayant un faible impact environnemental, recyclables ou recyclés et issus de circuits courts, si possible.

11.1.3 Gestion des déchets électroniques (DEEE)

En cas de remplacement de composants ou d'équipements, le titulaire s'engage à respecter les réglementations relatives à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Tous les équipements obsolètes ou défectueux devront être :

- Collectés et transportés vers des centres de recyclage agréés.
- Réparés ou réutilisés lorsque cela est possible afin de prolonger leur cycle de vie et réduire les déchets.

11.2 - Clause relative à l'insertion sociale

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

11.3 - Clause relative à la protection du secret

Le marché est un marché de niveau non classifié au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'IRSN et supprimées si nécessaires à l'issu du contrat.

ARTICLE 13 - PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'IRSN, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

ARTICLE 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

ARTICLE 15 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

15.1 - Clauses de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'IRSN se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas de modification ou d'arrêt des prestations, engendré par les conséquences de la loi du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire. Cette modification de l'accord-cadre s'effectuera alors sans autre indemnités possibles que celles des situations de préjudice avérées, chiffrées et démontrées par les titulaires.

15.2 - Changement lié au statut du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'IRSN dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du *K-bis* mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'IRSN.

15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir l'IRSN, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'IRSN vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'IRSN est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IRSN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'IRSN dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'IRSN, les agents de l'IRSN, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'IRSN pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'IRSN.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRSN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire n'est pas tenu au versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 - Détermination des pénalités

19.1.1 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l'IRSN voit s'appliquer une pénalité de 100 euros par jour ouvrable de retard.

19.1.2 - Pénalités spécifiques

Chaque fois que l'IRSN constatera les carences listées dans le présent paragraphe, elle pourra appliquer la pénalité correspondante :

- Constat d'une version d'un logiciel non livrée : 1000 € par constat ;
- Constat de livraison d'un équipement défaillant nécessitant une nouvelle intervention : 1000 € par constat ;
- Constat de configuration incorrecte : 1500 € par constat.

19.1.3 - Pénalités pour non-respect des indicateurs définis à l'article 5.1 du CdC

Si le seuil de 95% d'interventions dans les délais d'intervention et/ou de rétablissement du niveau 1 ou 2 demandé par l'IRSN dans son bon de commande trimestriel n'est pas atteint (en dehors des plages de maintenance exigées par l'IRSN), il sera appliqué une diminution de 5% de la facture trimestrielle globale.

19.2 - Cumul des pénalités

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

19.3 - Plafonnement des pénalités

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables .

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant tout pénalité confondue est plafonné à un maximum de 15% du montant de référence des prestations objet du manquement.

19.4 - Facturation des pénalités

Les pénalités seront facturées par l'IRSN au Titulaire.

19.5 - Caractères des pénalités

Les pénalités appliquées au Titulaire ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'IRSN de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'IRSN.

ARTICLE 20 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

ARTICLE 21 - RESILIATIONS

21.1 - **Généralités**

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'IRSN au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'IRSN informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

21.2 - **Résiliations en cas d'événements extérieurs au marché**

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

21.3 - **Résiliations en cas d'événements liés au marché**

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de non-respect de la clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à trois pourcent (3%), l'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

En cas de faute du Titulaire

L'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

ARTICLE 22 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 23 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Les articles suivants dérogent au CCAG-TIC :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-TIC en matière de confidentialité

L'article 9.9.3 du présent CCAP déroge à l'article 30 du CCAG-TIC en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'IRSN au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-TIC en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC sur le montant plafond des pénalités de retard

L'article 19.5 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC sur le montant plancher des pénalités de retard

L'article 21.3 du présent CCAP déroge à l'article 49 du CCAG-TIC en matière de résiliation du marché en cas de non-respect de la clause de sauvegarde.

ANNEXE N° 1 : MODELE DE BON DE COMMANDE (AUSSI APPELE ORDRE DE SERVICE)



Etablissement public à caractère industriel et commercial

APE 7219Z - RCS Nanterre B 440 546 018

SIRET 440 546 018 00027 - TVA FR 68 440 546 018

Ordre de Service					
Référence contrat (1)		Marché			
Libellé contrat		Numéro de l'Ordre de Service (1)		34.....	
		Fournisseur			
Fournisseur					
Numéro du Tiers					
Contact		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Demandeur IRSN			
Direction / Service					
Nom		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Responsable technique			
Direction / Service					
Nom		Téléphone			
E_mail		Fax			
		Ordre de service			
Site					
Libellé					
Documents contractuels (spécifiques # ordre de service)		Les dispositions contractuelles du contrat référencé plus haut s'appliquent au présent ORDRE DE SERVICE, ainsi que les documents suivants (le cas échéant) :			
		Adresse de livraison			
Adresse de livraison/prestation					
Commentaire / Lieu de livraison (SITE/BATIMENT/PIECE)					
		Etapas			
N°	Prestations / Livrables	Quantité	Prix Unitaire HT	Total du Poste HT	Date de livraison
	MONTANT TOTAL H.T			EUR	

Visas IRSN	
Nom	
Date	
Signature	Visa Electronique

(1) Veuillez indiquer la Référence du Contrat et le Numéro de l'Ordre de Service sur votre facture

ANNEXE N°2 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LES DIFFERENTS SITES DE L'IRSN

Fontenay-aux-Roses (Siège social)

BP 17

92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

31, avenue de la Division Leclerc

92260 Fontenay-aux-Roses

Tél. : 01 58 35 88 88

[> Télécharger le plan d'accès général](#)

Accès par le tramway T6

Le siège de Fontenay-aux-Roses est accessible en 7 minutes par la ligne de tramway T6 depuis la station de métro Châtillon-Montrouge (ligne 13).

[> Télécharger le plan d'accès en tramway](#)

Accès par d'autres moyens de transport

Le siège est également accessible en voiture et par d'autres modes de transports. Attention, le parking est limité.

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Dispositions d'accès sur le site

[> Télécharger le guide](#)

Cadarache

BP 3

13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Informations sur les livraisons sur le site de Fontenay-aux-Roses

CEA Fontenay-aux-Roses

Réception marchandise Bât 40, 8h30 / 16h30

12 Route du Panorama

92265 Fontenay-aux-Roses

Palette EUR ou EPAL uniquement

Informations sur les livraisons sur le site de Cadarache

Livraison à effectuer auprès de la société « MAINCO »

ZI DU CASTELLET

Rue René Pellat

A l'attention de F. COUSIN - BAT. 702

13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE

Le Vésinet

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Informations sur les livraisons sur le site du Vésinet

CEA/SACLAY – RD 36

Réception Magasin Central

A l'attention de M. Florent DANY

IRSN/PSN-RES/SCA

Bât. 450, p. 5E

91191 GIF SUR YVETTE

Cherbourg-Octeville

BP 10

Rue Max Pol Fouchet

50130 Cherbourg-Octeville

Tél. : 02 33 01 41 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Orsay

Bois des Rames (Bât.501)

91400 Orsay

Tél. : 01 69 85 58 40

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Saclay

BP 68

91192 Gif-sur-Yvette Cedex

Tél. : 01 69 08 60 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

Villeneuve lez Avignon "Site des Angles"

550, avenue de la Tramontane

BP 70295

Les Angles 30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex

Tél. : 04 90 26 11 00

[> Télécharger le plan](#)

